

Qui est l'ennemi ?

Une présentation française à l'aulne des Assises du 1^{er} décembre

" Certes, la conduite de la guerre appartient à l'homme d'Etat, les opérations sont le fait du militaire. Mais où chacun doit-il s'arrêter? Dans quelle mesure stratégie et politique réagissent-elles l'une à l'autre?" Quand Charles de Gaulle publia *Le Fil de l'Épée* en 1932, sa plume révélait déjà son vœu de capturer la relation ambiguë entre soldat et politique dans la formulation d'une stratégie.

Aujourd'hui, les menaces sont devenues polymorphes et les frontières plus virtuelles. La sécurité nationale ainsi que les stratégies de défense se sont adaptées en conséquence et l'armée relève des défis hors de son rôle traditionnel. Ainsi, il n'est pas anodin que la conférence imminente du 1^{er} décembre rassemble des individus de toutes disciplines dans un lieu militaire pour répondre à une question fondamentale à toute stratégie : qui est l'ennemi ?

A travers les âges, cette question a toujours été d'importance capitale. Sur le plan individuel, la survie est depuis longtemps synonyme de victoire de la bataille. La capacité à identifier les ennemis potentiels et se tenir prêt au combat avait un sens très concret. Cela déterminait, dans une certaine mesure, l'espérance de vie. Dans une perspective collective, Hobbes nous enseigne comment la violence et la sécurité se trouvent au cœur des contrats sociaux sur lesquels sont bâtis nos sociétés. La naissance, l'essor et la mort des entités politiques sont, éventuellement, une affaire de conflit et de violence. D'un point de vue historique, au moins, il semblerait que le concept de nation soit un sujet polémique puisque les nations ont émergé les unes contre les autres. De fait, la violence et la confrontation sont consubstantielles à la politique et comme Carl Schmitt le dirait quelques centaines d'années après Hobbes, tout ce qui est politique est simplement polémique. Ainsi, un Etat ne détenant plus la capacité ou la volonté de décider de manière autonome qui est l'ennemi cesse d'exister politiquement.

Certainement, dans la période suivant la Guerre Froide, l'hostilité n'a pas disparu. En fait, le monde est devenu plus intégré et pourtant non moins dangereux. Par conséquent, l'on peut observer que depuis trente ans les démocraties modernes utilisent l'outil militaire pour un champ plus large de missions, y compris à l'intérieur du territoire national. La question « qui est l'ennemi ? » a été renouvelée. Avec le déplacement croissant de l'argent, des individus, des biens, des idées et idéologies d'un endroit ou d'un groupe à un autre, la mondialisation impacte la sécurité. Aujourd'hui, le dialecte entre l'ami et l'ennemi se tient au sein d'une communauté mondialisée dans laquelle les barrières physiques, économiques et psychologiques sont flouées. Il en résulte que l'ennemi est moins facile à cerner puisqu'il est maintenant membre d'un réseau public plutôt que combattant public. Les nouveaux « ennemis » opèrent souvent sans uniforme, seuls ou en groupes restreints, la plupart du temps parmi les populations civiles et parfois sur le territoire national. Non plus soldat au sens « pur », nos ennemis sont des insurgés de plus en plus souvent identifiés comme rebelles, guerriers ou terroristes.

Le dialecte entre ami et ennemi a elle aussi évolué dans le temps et l'espace. L'ennemi d'aujourd'hui sur le champ de bataille peut se révéler demain l'allié pour la reconstruction. De même, un allié ici peut être un ennemi là-bas. Solides par le passé (l'on parlait alors de blocs), les relations sont devenues, en quelque sorte, plus « liquides » (une alliance en Europe ne signifie pas un soutien en Libye) voir gazeuses (comme la coalition en Syrie ?). En réponse au temps de la mobilité augmentée, l'hostilité transcende les frontières plus vite que jamais et les acteurs centraux de ce dialecte ont

étendu leurs relations à d'autres activités comme la criminalité, le trafic de drogues et d'humain, le blanchiment d'argent et autres. Certains remarquent la militarisation de la diplomatie, mais l'armée est elle aussi de plus en plus influencée par la diplomatie ou l'économie. Pendant les années 90, les sanctions économiques sont devenues un des outils favoris pour soutenir ou compléter les actions militaires, de telle sorte que la confrontation et la guerre pénètrent davantage des sphères qui, par le passé, se trouvaient en dehors ou à la marge du domaine de la défense.

Le dialecte ami-ennemi s'est aussi glissé dans la sphère du renseignement. Les hostilités se sont dématérialisées mais ne sont pas pour autant virtuelles. Les cyberattaques ne cessent de se multiplier. Le dialecte ami-ennemi touche maintenant à des nouveaux canaux, blogs, think tanks et réseaux sociaux. Chaque média ou réseau social s'avère être le lieu pour étendre l'antagonisme entre ami et ennemi et circuler des arguments comme le pour et le contre d'une action militaire en Irak, le pour et le contre d'une intervention en Ukraine, ou du bombardement en Syrie. Pour citer une conséquence évidente, les armées modernes ont aujourd'hui créé des unités cyber et, souvent, un commandement cyber, en même temps que les réseaux de renseignement et de communication ont été entièrement intégrés dans les campagnes militaires.

Bien sûr, cette analyse soulève la question de la capacité de nos institutions à clairement identifier et répondre précisément à un ennemi devenu plus adaptable et privatisable. Dans certains pays, particulièrement en Europe, pour des raisons historiques et parfois idéologiques, le débat autour du nom de l'ennemi est tout simplement devenu un tabou. Produites dans un tel contexte, les stratégies peuvent s'apparenter à la réponse d'un sourd à une question que personne ne pose. De plus, l'action publique dans les démocraties est basée sur la séparation des pouvoirs et la répartition de l'expertise entre plusieurs entités, habituellement nommées départements ou ministères, qui sont aussi caractérisées par une hiérarchie, des procédés bureaucratiques, une fascination pour les chiffres et les mesures et, trop souvent, une aversion au risque. Étonnamment, ces institutions vénérables sont censées répondre de façon adéquate à des menaces venant de groupes hostiles la plupart du temps structurés en parfaits contraires. En fait, beaucoup de ces groupes hostiles sont le produit d'un effacement de systèmes organisationnels et sont conçus à partir de cellules autonomes qui sont généralement petites et simplement structurées, s'appuyant sur des compétences humaines et des technologies relativement peu coûteuses. Elles sont donc réactives, faciles à entretenir, dotées d'une autonomie d'orientation et de décision et prêtes à prendre et assumer des risques.

En réalité, les tensions soulignées ici par le problème de l'identification de l'ennemi sont visibles dans de nombreux domaines de société. Le commandement et l'obéissance ne sont plus des conséquences naturelles de la structure sociale, de la même manière que les lignes entre les sphères publique et privée ont été brouillées. La mondialisation, l'informatique et la dématérialisation ont modifié les interactions entre les individus et entre les individus et les institutions. Par conséquent, établir une priorité entre les menaces pourrait être un expédient commode, mais l'on ne répondrait pas entièrement à la question « qui est l'ennemi ? ». Inévitablement, notre société devrait répondre à des préoccupations plus profondes portant sur la pertinence de notre modèle politique, sur notre ambition et notre objectif collectifs et, par conséquent, sur le futur de notre culture.